



HAL
open science

Le lieutenant interprète Jean Schlumberger, de la N.R.F. au Rechésy, un embusqué ?

Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. Le lieutenant interprète Jean Schlumberger, de la N.R.F. au Rechésy, un embusqué ?.
Nuova Antologia Militare, 2023, 1 (4), pp.71-89. hal-04090662

HAL Id: hal-04090662

<https://hal.science/hal-04090662>

Submitted on 16 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Le lieutenant interprète Jean Schlumberger, de la *N.R.F.* au Rechésy, un embusqué?

par GÉRALD ARBOIT¹

ABSTRACTS: How an French known writer used family and friends to avoid doing his duty on fire during the First World War. He joined the Army as a private in an artillery regiment and finished commissioned officer in an intelligence service, just because he spoke German. Pre-war friendship made him playing a role into the Luxembourg question resolution, but for a private company...

KEYWORDS: SHIRKER, MILITARY INTELLIGENCE, ECONOMIC INTELLIGENCE, INTELLIGENCE SERVICE, FIRST WORD WAR, LUXEMBOURG, RÉCHÉSY.

À proprement parler, Jean Schlumberger, ancien secrétaire de la *Nouvelle Revue française* (NRF, 1908-1912) et homme de théâtre, ne fut pas un « embusqué »² dans le sens de ces hommes qui se dérobaient aux devoirs des armes en obtenant des places de tout repos à l'arrière et dont le ministre socialiste belge Louis de Brouckère nota, en décembre 1916, que, « si la forme républicaine [du gouvernement était] placée au-dessus de toute contestation », ils froissaient « l'esprit républicain » par le favoritisme, la censure et la puissance nouvelle du pouvoir exécutif. Au contraire, le premier acte de ce réformé (il souffrait d'insuffisance cardiaque) de la classe 1897, c'est-à-dire qu'à l'été 1914 Schlumberger avait trente-sept ans, fut de rejoindre l'ar-

1 Docteur habilité en Histoire contemporaine et chercheur-associé à UMR CNRS SIRICE (Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe), Paris 1 et Paris 4

2 Charles RIDEL, *Les Embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007, et, plus polémique et moins convaincant, François BOULOC, *Les Profiteurs de guerre 1914-1918*, Bruxelles, Complexe, 2008.

mée territoriale. Il n'était pas mobilisable, mais il lui fallut au préalable faire lever sa réforme. En septembre, il passa le conseil de révision. À Jacques Copeau, son alter-ego à la direction du théâtre du Vieux-Colombier, il affirma qu'il n'essaierait pas de « se défiler »³. Ainsi fut-il reclassé apte au service. Dans la foulée, il souscrivit un engagement « pour la durée de la guerre le 27 novembre 1914 »⁴, soit au cours du quatrième appel de réservistes. Il fit ainsi partie des 81,7 % de sa classe à être intégrés dans un régiment⁵. Mais, à la mairie de Gap, il fit le choix du 11^e régiment d'artillerie à pied, où son frère, polytechnicien, François Conrad était capitaine à la 22^e batterie de réserve⁶.

Malgré cet acte patriotique évident, Schlumberger put malgré tout être considéré comme un « embusqué ». Contrairement à ce qu'il prétendit plus tard⁷, il ne fut pas affecté directement à la batterie de son frère, qui avait déjà gagné Lyon, mais dans la 1^{re} batterie territoriale, qui compléta ses effectifs à Briançon à partir du 25 novembre, avant de rejoindre la 22^e batterie à Iriigny (Rhône) le 31 décembre 1914⁸. Amalgamé le 29 novembre précédent, le canonnier Schlumberger y retrouva son frère et obtint d'être affecté dans sa section.

« Mêlé de près à son travail, je trouve à la fois la tâche la plus intéressante et les conditions d'existence les moins éprouvantes auxquelles l'absence de galons me permet de prétendre sur le front »,

pût-il rapidement écrire, révélant ainsi son « embusquage »⁹. Il n'eut que le temps de transférer son paquetage que le capitaine Schlumberger embarquait déjà ses hommes à Perrache. La nouvelle unité du canonnier Schlumberger se

3 Jean CLAUDE, « Portrait de Jean Schlumberger d'après sa correspondance (inédite) avec Jacques Copeau », Gilbert-Lucien SALMON (dir.), *Jean Schlumberger et la Nouvelle Revue Française*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 206.

4 Service historique de la Défense, Archives de l'armée de Terre (SHD/DAT), 6 Ye 1462.

5 « Les pertes des nations belligérantes au cours de la Grande Guerre », *Les Archives de la Grande Guerre*, VII-19, Paris, Chiron, 1921, p. 45.

6 SHD/DAT, 26 N 1204/3, Journal des marches et opérations, 5 août 1914-8 janvier 1915, 20 octobre 1914, p. 4.

7 Jean SCHLUMBERGER, *Œuvres*, II (1913-1922), Paris, Gallimard, 1958, p. 69.

8 SHD/DAT, 26 N 1205/15, Journal des marches et opérations, 2 août 1914-28 mars 1916, p. 3.

9 Gisèle HANTZ LOTH, *Un rêve de France. Pierre Bucher, une passion française au cœur de l'Alsace allemande, 1869-1921*, Strasbourg, Nuée bleue, 2000, p. 190, lettre à Bucher, 14 février 1915.

rendit en train à Bar-le-Duc le 31 décembre, d'où elle gagna, le lendemain, sa position de guerre, entre le bois de Haute Charrière et Rupt-devant-Saint-Mihiel. Jusqu'au 17 mars 1916, Schlumberger profita de cette protection de son frère. Mais, depuis le 14 février 1915, il bénéficiait aussi d'une opportunité d'échapper à la dureté du front grâce à la proposition de son ami, le docteur Pierre Bucher. Une dernière protection, mais qu'il ne rechercha pas et qui ne fut qu'indirecte, lui vint de sa correspondante luxembourgeoise Aline de Saint-Hubert, épouse de l'industriel Emile Mayrisch, fondateur des Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange (Arbed).

« Embusqué » chez son frère

En plus de la 22^e batterie du 11^e régiment d'artillerie à pied (RAP), la « batterie lourde Schlumberger »¹⁰ fut composée des 13^e et 32^e batteries du 5^e RAP¹¹. S'il n'est pas possible de retracer l'activité de la batterie — le Journal des marches et opération de la 22^e batterie s'arrête en effet au 6 janvier 1915 —, une citation à l'ordre de l'armée de son officier en donnait, le 15 juin suivant, une idée assez précise. Il était précisé que le capitaine Schlumberger avait

« fait de son secteur un modèle du genre, organisant des abris à l'épreuve pour ses mortiers, exploitant un service de ravitaillement par voie Decaerville qu'il [avait] installée sous le feu, dans un terrain des plus difficiles ; [avait] pris part avec bonheur à toutes les opérations, tant de la division que du corps, auquel il apport[ait] un appui efficace et opportun de ses batteries¹². »

Entrait dans ces hommages hiérarchiques la bataille du bois d'Ailly, du 23 au 25 avril 1915. Dans une longue lettre à son ami André Gide, commencée le lendemain des événements et achevée le 28 avril seulement, le soldat Schlumberger l'évoqua ainsi :

« On s'est terriblement battu au bois à A[illy]. Ah, on l'a pratiquée, l'usure réciproque, sur ces quelques tranchées ! Ce que représente ce mot

¹⁰ Jean SCHLUMBERGER, *Œuvres*, V (1934-1940), Paris, Gallimard, 1960, p. 373.

¹¹ SHD/DAT, 26 N 1204/3, *op. cit.*, p. 6.

¹² Petite revue bas-normande de la guerre, n° 5, 16 juillet 1915, p. 6-7.

: “les user” ! On espère arriver à ce que nos pertes ne soient que des deux tiers des pertes allemandes. J’en donne deux en échange de trois. Quand ces conditions sont réalisées, que ça débite le plus possible ! Des vies, des vies... On estimait à 15 ou 20 % les pertes d’une campagne. Aujourd’hui ce sont celles d’une attaque unique. On part cinq, on reviendra quatre, et ce n’est pas le lâche qui restera sur le carreau. Cette sélection à rebours fait l’horreur de cette guerre. Tout ce qui a de l’audace et du cran se trouve éliminé ; il restera que ceux qui ont su se coller dans des trous.

Il me semble que si c’était notre tour d’attaquer dans de telles conditions, je ne trouverais de soutien que dans une parole — je regrette qu’elle soit d’un Boche — l’approche de Frédéric II à ses soldats qui reculaient devant une mort presque certaine : “Chiens, pensiez-vous donc vivre éternellement” ! Souvent, depuis le commencement de la guerre, je me suis répété cette dure parole. Elle ne persuade guère; mais elle donne un coup de fouet. La vérité, c’est que *jamais*, tout au fond de moi, je n’envisage la possibilité que je puisse ne pas revenir. Tant de liens, tant de forces du passé, tant de plans d’avenir ! Il me semble à peine que j’ai emmené avec moi ma vie véritable. Elle est là-bas, chez vous, toute mêlée à ce qui est hors de l’atteinte du Boche. »

Jean Schlumberger fut plus laconique lorsqu’il écrivit, un mois plus tard, à son épouse Suzanne. Le 23 mai 1915, il évoqua « le bois d’A[illy] qui n’[était] plus composé que de fantastiques troncs ébranchés. Il y a deux mois, il n’y avait qu’un petit coin de dévasté ; peu à peu le désert s’est étendu »¹³.

Mais pour le canonier Schlumberger, cette vision de la guerre resta exceptionnelle. La batterie lourde que commandait son frère n’était pas en première ligne, mais « en arrière de la position de résistance (...) [afin] de conserver une action suffisamment profonde au-delà des avant-postes »¹⁴. Qui plus est, sous la protection du capitaine Conrad Schlumberger, le soldat se trouva affecté à la section des observateurs. Il passait ses journées dans une tranchée aménagée en abri, certes en avant de la première ligne de canons, à regarder les environs, prêt à orienter les tirs. Schlumberger l’appela « le caveau » dans une lettre à Copeau¹⁵, c’est-à-dire « de type demi-enterré ; avec toit en rondins susceptibles de protéger (sic) contre le tir fusant, couverture

13 André GIDE, Jean SCHLUMBERGER, *Correspondance*, Gallimard, 1993, p. 580.

14 Frédéric Georges HERR, *L’artillerie. Ce qu’elle a été, ce qu’elle est, ce qu’elle doit être*, Paris, Berger-Levrault, 1924, p. 120.

15 Jean-Pierre CAP (ed.), Jacques Rivière, *Jean Schlumberger: correspondance, 1909-1925*, Université Lyon 2, Centre d’études gidiennes, 1980, p. 271, 25 novembre 1915.

avec carton goudronné, tôles ondulées ou de pré-larts »¹⁶. Il en décrit succinctement les langueurs de son service :

« Ces treize ou quatorze heures de présence dans une fosse passent vite. On casse quatre ou cinq fois la croûte ; on fume des cigarettes ; on tient en arrêt sa jumelle sur une batterie contre-avions qu'il s'agira de museler dès sa première fumée ; puis on fouille le paysage à l'aide d'une lunette à fort grossissement et l'on cherche des Boches. On règle quelques tirs de démolition sur un abri de mitrailleuse, un pont, une maison. Ça, c'est la broutille quotidienne¹⁷. »

La « Batterie lourde Schlumberger » fut démantelée le 21 juillet 1915¹⁸. Il y a tout lieu de croire que le canonnier Schlumberger avait été envoyé dès juin en stage d'observateur-aérostier à Toul. Le 16 juin, son épouse nota même à l'attention de Jacques Rivière, qui avait remplacé Jean Schlumberger au secrétariat de la NRF, que

« ses ascensions [étaient] rares en ce moment ; ne vous inquiétez pas pour sa vie, car il dispose d'un excellent parachute perfectionné. Il a vraiment trouvé ce qu'il pouvait faire de plus intéressant¹⁹. »

Le 18 septembre, à son retour de permission, il fut détaché du 11^e régiment d'artillerie à pied à la 31^e compagnie d'aérostation, cantonnée à Gimecourt depuis la fin du printemps, et réalisa sa première ascension de deux heures cinq à 15 h 10. Il accompagna le caporal Lucien Arondel, observateur aérostier, qui contrôla ses aptitudes avant de le lâcher en solo. Trois autres, soit dix heures quinze de vol, suivirent encore, comme seul observateur cette fois, avant qu'il ne fut officiellement pris en compte, le 24 septembre, par la compagnie. Étrangement, sa première ascension n'apparut pas dans le décompte horaire de vol établi le 1^{er} octobre par le capitaine Joseph de Vigouroux d'Arvieu²⁰. Jusqu'au 15 mars 1916, Schlumberger accomplit 79 heures quarante-cinq minutes « dans un petit panier que soulève un grand ballon en forme de saucisse, ou plus précisément qui semble un formidable accessoire

16 SHD/DAT, 26 N 1204/3, *op. cit.*, 4 janvier 1915, p. 7.

17 André Gide, Jean Schlumberger, *op. cit.*.

18 SHD/DAT, 26 N 1186/5, 5^e régiment d'artillerie à pied, 32^e batterie, Journal des marches et opérations, 26 septembre 1914-15 mars 1916, p. 8.

19 Jean-Pierre CAP, *op. cit.*, p. 126.

20 SHD/département de l'armée de l'Air (AA), 1 A 227/1.

pour une comédie d'Aristophane »²¹, soit quelque 2 % du temps qu'il passa dans cette compagnie. Cette expérience lui fut suffisante pour estimer ce nouveau « travail plus pénible et, si l'on veut, plus dangereux que l'observation terrestre »²².

Son peu de temps en vol eut de raisons multiples. La principale tint à la « mauvaise visibilité », à la brume, voire tout simplement aux conditions météorologiques défavorables aux ascensions (vents, pression atmosphérique). Ainsi, lors des deuxièmes quinzaines de novembre, de décembre 1915 et janvier 1916, Schlumberger ne vola pas. Les autres observateurs ne furent d'ailleurs pas mieux lotis ; en novembre, Arondel ne vola qu'une heure et, durant les quinze premiers jours de février 1916, il ne fit qu'une ascension d'une heure trente-cinq, à seulement cent mètres. Alors qu'il monta entre six cents et mille mètres à l'automne 1914 et entre cinq cents et mille quatre cents mètres au printemps 1916, le caporal Schlumberger se contenta d'altitudes entre cent et trois cent cinquante mètres entre le 29 octobre et le 24 février²³. Il ne vola pas parce qu'il accomplit d'autres missions de service en campagne. Ainsi, il suivit le stage de l'artillerie du 17 au 29 janvier 1916²⁴. Il y eût encore « la disette de munitions, la tranquillité du secteur » qui valut à la 31^e compagnie « des journées champêtres où la pensée personnelle pouvait se reprendre »²⁵. Tirant le meilleur parti de ces moments, l'homme de lettres se remit au travail. Il reprit

« contact avec le début de cet *Homme heureux* auquel je travaillais quand la guerre éclata. J'en avais apporté la copie lors d'une permission et je pus ébaucher quelques nouveaux chapitres. Mais ce pacifique intermède fut bref. »

Prétendument commencé le 2 janvier 1914, Schlumberger n'acheva son *Homme heureux* qu'en 1920. Il continua aussi, comme depuis son incorporation, à se faire « envoyer de Paris des fascicules d'œuvres classiques qu'[il] pouvai[t] fourrer dans [s]es poches, et, sur des feuilles volantes, des copies de

21 Jean-Pierre CAP, *op. cit.*, p. 271n3.

22 André Gide, Jean SCHLUMBERGER, *op. cit.*, p. 596, lettre à Gide du 5 novembre 1915.

23 SHD/DAA, 1 A 227/1, *passim*.

24 *Ibid.*, 2 A 23/6, *op. cit.*.

25 Jean SCHLUMBERGER, *Œuvres*, II, *op. cit.*.

poèmes qu[’il] avai[t] toujours regretté de ne pas savoir par cœur »²⁶ ; André Gide fut ainsi sollicité pour lui adresser, entre autres, *Contre Denise, sorcière* de Ronsard ou la liste des livres non traduits de Robert Louis Stevenson²⁷. Schlumberger fit profiter ses camarades de ses lectures, ce qui lui permit de s’« effray[er] du nombre d’hommes qui [avaient] beaucoup de lecture — il y en a plusieurs chez les aérostiers », mais également de constater qu’ils « ne connaiss[aient] ni Gide, ni Péguy, ni Claudel... » Aussi leur déclama-t-il « les poèmes de guerre de Claudel » qu’il trouvait « admirables » et qui « répond[aient] admirablement à ce que [les soldats] réclam[aient] au front »²⁸.

Pourtant, Schlumberger considéra toujours comme temporaire cette affectation, obtenue par l’entregent de son frère, qui eût un contact téléphonique avec Arondel le 31 juillet 1915. Dès le 25 novembre suivant, n’écrivit-il pas à Copeau qu’il était « momentanément observateur d’artillerie dans une compagnie d’aérostiers » ? Comment interpréter cette affirmation ? Était-elle à mettre en relation avec la précarité de son détachement à la 31^e compagnie d’aérostation, qui prit fin que le 10 décembre avec son affectation définitive et sa promotion au rang de caporal le 8 janvier suivant²⁹ (en fait, les 24 décembre et 22 janvier selon la comptabilité de la compagnie)³⁰ ? Ou bien fallait-il la mettre sous le coup de ses initiatives pour s’« embusquer » ? Rétrospectivement, il imputa « [s]es yeux ne supportant plus les entières journées d’observation à la jumelle »³¹. Cette même explication se trouva déjà dans la réponse qu’il fit, le 14 février 1915, au médecin aide-major de 2^e classe (sous-lieutenant) Pierre Bucher, lorsqu’il évoqua la possibilité de ne plus pouvoir, « physiquement, supporter la vie dans laquelle » il s’était engagé. Elle fit aussi écho à son « jusqu’ici la santé ne cloche pas » adressé à Gide le 9 janvier 1915³².

26 *Ibid.*, p. 71 et 69.

27 André GIDE, Jean SCHLUMBERGER, *op. cit.*, p. 584 et 596.

28 Jean-Pierre CAP, *op. cit.*, p. 273n5, lettres à Copeau des 25 novembre 1915 et 27 janvier 1916.

29 SHD/DAT, 6 Ye 1462.

30 SHD/DAA, 2 A 23/5, Carnet de comptabilité en compagnie, 4^e trimestre 1915 ; *Ibid.*, 23/6, 1^{er} trimestre 1916.

31 Jean SCHLUMBERGER, *Œuvres*, II, *op. cit.*, p. 69.

32 André GIDE, Jean SCHLUMBERGER, *op. cit.*, p. 573.

« Embusqué » chez le docteur Bucher

Le domaine de spécialité du docteur Bucher n'était pas les yeux usés, mais l'analyse de la presse et l'interrogatoire des prisonniers et déserteurs allemands pour le compte du service de renseignement de Belfort. À l'hiver 1914, il avait demandé à son ami Schlumberger, rencontré trois ans plus tôt lors d'une conférence « incognito » à Strasbourg³³, de le rejoindre à Réchésy, un petit village du sud de l'Alsace, aux frontières française, allemande et suisse. Le 14 février 1915, Schlumberger n'y avait pas donné suite, pensant encore faire « du bon ouvrage » aux côtés de son frère Conrad, précisant qu'« à défaut de l'Alsace, nous regardons du côté de Metz ». Il n'en avait pas moins remercié le médecin pour sa proposition, lui promettant de la lui rappeler le moment venu³⁴. Un an plus, aux dires ultérieurs de Schlumberger, sa santé l'enjoignit à répondre favorablement à Bucher. Depuis six mois, il n'était plus avec son frère, le capitaine Conrad Schlumberger ayant été promu chef d'escadron et dirigé vers l'état-major de la place de Verdun³⁵ ; lui aussi était devenu, malgré lui, un « embusqué », même si son affectation ne fut pas la moins dangereuse. Toujours fut-il que sa protection ne l'accompagna plus au sein de sa nouvelle compagnie d'aérostation. Il ne lui resta plus que l'espoir d'une promotion au rang d'officier. En outre, durant cette période changea son sentiment envers le conflit ; il passa d'une position plutôt pacifiste, influencé en cela par son frère, à un état d'esprit plus nationaliste, résultant de son ascendance alsacienne³⁶. Cette évolution l'amena alors à penser qu'il ferait du « bon ouvrage » avec Bucher, sous-entendu qu'il ne pouvait plus en faire avec Conrad.

Dès février 1916, le sous-lieutenant Bucher entreprit d'« obtenir » que Vigouroux d'Arvieu lâchât le caporal Schlumberger³⁷. À n'en pas douter, il fallut tout l'entregent du commandant Louis Andlauer, chef du service de renseignement de Belfort, pour que le responsable d'une unité en manque cruel

33 Jean SCHLUMBERGER, *Rencontres*, Paris, Gallimard, 1968, p. 36 ; Gisèle LOTH, «Jean Schlumberger et le docteur Pierre Bucher», Gilbert-Lucien SALMON (dir.), *op. cit.*, p. 51.

34 Gisèle HANTZ LOTH, *op. cit.*.

35 Jean SCHLUMBERGER, *Œuvres*, V, *op. cit.*, p. 376.

36 Cf. l'analyse de Pascal MERCIER, «Introduction», André GIDE, Jean SCHLUMBERGER, *op. cit.*, p. XIX.

37 Gisèle HANTZ LOTH, *op. cit.*, p. 225.

de spécialiste de l'observation d'artillerie laissât partir un de ses hommes. Il n'est pas difficile d'imaginer que les pourparlers, évoqués par André Gide pour un autre exemple³⁸, eurent aussi lieu dans le cas de Schlumberger. Du reste, ce dernier se fit l'écho de cette « besogne plus tranquille et plus parfaitement à la mesure de [s]es forces », précisant toutefois qu'il ne savait « encore pour quand ce sera »³⁹. La comptabilité de la 31^e compagnie d'aérostation montrait qu'il ne fut « perdu », selon l'appellation consacrée, que le 17 mars 1916⁴⁰. Six jours plus tard, Bucher appréciait déjà cette « nouvelle recrue pour notre bureau »⁴¹. Le caporal s'intégra aisément dans ce nouvel environnement, où tout était encore à construire. Le premier bulletin de renseignement n'avait été publié que le 15 janvier précédent !⁴² Le sous-lieutenant en était encore à recruter son personnel, essentiellement parmi la diaspora alsacienne, puisque le critère principal de sélection fut l'allemand. L'intérêt pour Schlumberger s'expliqua autant pour sa connaissance de la langue que pour rechercher à maximiser l'effet-réseau de l'homme de lettres, c'est-à-dire à utiliser son relationnel pour étoffer l'équipe de traducteurs allemands du poste de Réchésy. Et le caporal se montra « précieux », en plus d'être « un délicieux compagnon »⁴³ ravissant Bucher, au point de faciliter sa promotion au rang d'interprète stagiaire le 15 octobre 1916, puis d'officier interprète de 3^e classe à titre temporaire le 26 septembre 1917⁴⁴. Une belle promotion pour un 2^e classe qui désespérait de son « absence de galons » !

Cette promotion ne fut pourtant pas imméritée. Schlumberger apporta au centre de Réchésy les membres de l'entourage d'André Gide et de la NRF qui végétaient au front. À son tour, il devint un « embusqueur », même si ce fut souvent à la demande du dorénavant lieutenant Bucher (le 21 mars, il avait été nommé médecin aide-major de 1^{re} classe). Dès le 25 avril 1916, moins de

38 André GIDE, Marc ALLÉGRET, *Correspondance, 1917-1949*, Gallimard, 2005, p. 105, lettre du 10 janvier 1918 à Allégret.

39 André Gide, Jean Schlumberger, *op. cit.*, p. 600, lettre à Gide, février 1916.

40 SHD/DAA, 2 A 23/6, *op. cit.*.

41 Gisèle HANTZ LOTH, *op. cit.*, p. 228, lettre du 23 mars 1916 à Elsa KÆBERLÉ, que Schlumberger connaissait depuis 1912.

42 *Ibid.*, p. 190.

43 *Ibid.*, p. 237, lettre du 28 septembre 1916 à Amélie BUCHER.

44 SHD/DAT, 6 Ye 1462 ; *Journal officiel de la République française*, 18 octobre 1916 et 4 octobre 1917, p. 9111 et 7869-7870.

trois semaines après son arrivée, il parvint à arracher à son « passage à niveau dans la région de Paris » le brigadier du 9^e régiment d'artillerie à pied Marcel Drouin (Michel Arnould), anciennement professeur de philosophie à Alençon. Félicitant Schlumberger pour son « changement de fonctions », Gide lui avait adressé en hâte les coordonnées de son beau-frère ; il le fit venir « fin mars 1916 », après que Bucher l'eût proposé à Schlumberger, qui en fût « naturellement enchanté ». Drouin n'eut que le temps d'être nommé interprète stagiaire, avant d'être réintégré dans son lycée en mars 1917⁴⁵. Schlumberger réussit encore à faire affecter à Réchésy un autre parent de Gide et un pionnier de la NRF. Le premier fut Jules Iehl (Michel Yelle), juge de paix à Fronton et sergent au 133^e régiment territorial d'infanterie. Il arriva à Réchésy, totalement désorienté, venant de Verdun, le 2 novembre 1916 ; il fut recommandé par un correspondant de Gide, Eugène Rouard, lui-même embusqué comme officier d'administration de 3^e classe à Narbonne⁴⁶. Quatre jours plus tard, Iehl fut nommé interprète stagiaire de langue allemande, puis officier interprète de 3^e classe à titre temporaire le 30 août 1918⁴⁷. En janvier 1918, Schlumberger réussit à retirer de son usine le canonier Jean-Paul Allégret, du 9^e régiment d'artillerie à pied, en service auxiliaire en raison, lui aussi, de sa vue défaillante. Aîné des fils du pasteur Elie Allégret, qui fut le précepteur d'André Gide, avant de devenir missionnaire de la Société des missions évangéliques de Paris, Gide avait été chargé par le père absent, nommé aumônier militaire au Cameroun, de veiller à l'éducation de ses six enfants. Mais il n'eut « pas moyen de le faire agréer comme rédacteur régulier » avant le... 29 mars 1919 ; indubitablement, il fallait voir dans cette nomination comme interprète stagiaire une marque de reconnaissance de Bucher à l'égard de Schlumberger et rien d'autre⁴⁸ !

45 Jean SCHLUMBERGER, *Œuvres*, II, *op. cit.*, p. 195 ; André Gide, Jean Schlumberger, *op. cit.*, p. 601 ; Gisèle HANTZ LOTH, *op. cit.*, p. 228 ; *Journal officiel de la République française*, 7 avril 1917, p. 2740 ; André GIDE, *Correspondance avec Eugène Rouard*, II, 1902 à 1936, Lyon, Presses Universitaires Lyon, 2006, p. 457n4.

46 André GIDE, *Correspondance avec Eugène Rouard*, *op. cit.*, p. 457, lettre à Gide, 25 octobre 1915.

47 *Journal officiel de la République française*, 9 novembre 1916 et 11 septembre 1918, p. 9691 et 7989.

48 André GIDE, Marc ALLÉGRET, *op. cit.* ; André GIDE, Jean SCHLUMBERGER, *op. cit.*, p. 600, lettre à Gide du 23 février 1918 ; *Journal officiel de la République française*, 3 avril 1919,

À vrai dire, si ces choix furent cohérents avec le besoin de spécialistes de la langue allemande, ils ne furent guère justifiés au niveau humain. Sans parler du licencié et certifié d'allemand Drouin, qui ne fit qu'un bref passage, Iehl et Allégret ne firent pas vraiment l'affaire. Le premier ne se révéla pas « très dégourdi » et « d'une lenteur extraordinaire », ce qui peut s'avérer contre-productif dans un service de renseignement. C'était sans compter avec « l'espèce de paralysie d'esprit qui empêchera toujours Iehl de faire de vrais progrès en allemand ». Schlumberger espéra pouvoir l'affecter « à un travail de surveillance de classement de papiers, où son zèle lui permettra[it] (..) de bien faire ». Quant au second, il put tout juste « disposer le travail (...) de manière à ce qu'il puisse rendre tout de suite des services, sans être enrôlé parmi les dactylographes professionnels ». Il le confia à

« deux sous-officiers, intelligents et cultivés, qui auront un jour ou l'autre accès à notre table [ils pouvaient espérer être promus officiers] et qui se sont mis en popote avec lui. Ceci le classe parmi les “gens du monde”. Ces deux camarades sont gentils pour lui ; c'est à eux surtout qu'il a affaire. »

Et Schlumberger de préciser à l'attention de Gide : « Il me semble s'épanouir ; j'ai l'impression qu'il sera heureux ici et sa jeunesse nous fait du bien à tous »⁴⁹. Lorsque son fils Marc songea à s'engager, Schlumberger pensa à cette réflexion faite à son ami. Ainsi le fit-il venir à Réchésy pour le familiariser avec le métier d'interprète militaire. Le jeune garçon, âgé de dix-sept ans, arriva en train à Belfort, depuis la résidence familiale de Saint-Clair, le 18 février 1918, où Jean l'attendait. Ils restèrent ensemble jusqu'au 21, trois jours pendant lesquels le père tenta de dissuader le fils, le craignant « de résistance physique insuffisante ». Aussi Schlumberger se trouvât-il dans cette situation ambivalente envers son fils d'être « enchanté qu'il ait ce désir » alors qu'il le « comba[tait] à [s]on corps défendant ». Ils s'entendirent toutefois sur « l'arbitrage d'un médecin ». Le 16 mars suivant, alors qu'il était en permission au Lavandou, le père apprit que « le médecin [avait] interdit l'engagement immédiat »⁵⁰.

p. 3448.

49 André GIDE, Jean SCHLUMBERGER, *op. cit.*, p. 649n4 et 654, lettres à Suzanne Schlumberger et Gide, 21 décembre 1917 et 15 février 1918.

50 *Ibid.*, p. 660n1 et 666-667, lettres à Gide et Suzanne des 3 août 1917, 21 février et 16 mars 1918.

À cette jeunesse, s'ajoutèrent encore ces « gens du monde », c'est-à-dire ces enseignants et ces gens de lettres. Même s'il « ne saurai[t] prendre plaisir à quoi que ce soit qui sorte de [l]a bouche » de Drouin, ils contribuèrent à former, aux yeux de Schlumberger, cette « “congrégation” de Réchésy ». Elle remplaça pour les derniers mois de guerre cette « académie des septuagénaires moraux et politiques ». Mais elle n'effaça pas complètement la monotonie des jours qui s'écoulaient à Réchésy depuis que les bombardements et attaques aériens allemands cessèrent en mars 1917. Pour l'écrivain, elle s'apparentait à

« un renoncement au monde, une application à des tâches qu'on n'a pas choisies ; auxquelles on se donne sans réserve mais sans amour véritable. La vie plus inégale du combattant comporte des sacrifices autrement durs, sans pourtant cette abdication continue⁵¹. »

« *Embusqué* » pour Aline Mayrisch

Le renseignement s'apparente trop souvent à un travail de bénédictin, semblait avoir compris Schlumberger. Il est vrai que la fonction dévolue au poste de Réchésy fut des plus routinières : la lecture de la presse allemande, achetée avec les principaux quotidiens suisses en provenance du district voisin de Porrentruy, puis la traduction des articles les plus intéressants, leur dactylographie et leur communication à Belfort, d'où ils étaient ensuite, d'une part compilés dans un bulletin adressé aux différents états-majors français et alliés, d'autre part interprétés pour les personnels du 2^e Bureau présent à Réchésy lors des interrogatoires des prisonniers, déserteurs allemands et autres réfugiés civils en provenance du *Reich*. Pour les lieutenants Bucher et Schlumberger, qui connurent le feu et la vie régimentaire, ce genre d'activité ne put que devenir rapidement ennuyeux pour l'esprit. Aussi ces deux officiers s'adonnèrent aussi à la manipulation d'agents pour le compte du service de renseignement de Belfort.

L'évacuation sanitaire de Jacques Rivière en Suisse leur en fournit l'occasion. Interné au Königsbrück-Neues Lager depuis le 25 août 1914, souffrant de « maladie de cœur, anémie, neurasthénie », il avait fait l'objet d'une remise

51 *Ibid.*, p. 654n1, lettre à COPEAU, 15 janvier 1918.

à la Croix-Rouge suisse en juin 1917. Installé à l'hôtel Edelweiss d'Engelberg, il reprit sa correspondance avec Schlumberger, sur des sujets liés au redémarrage de la NRF, mais également à la conduite de la guerre. Le 18 juillet, il lui fit passer une note « D'un prisonnier français qui s'est évadé du camp de Königsbruck en Saxe », relatant la vie dans ce camp et les conditions de son évacuation. Elle fut suivie le 31 juillet de nouvelles données, dont Rivière « ne p[û]t [s]e persuader que vraiment [Schlumberger] ne [sût] pas tout cela depuis longtemps »⁵². La précision des relations de Rivière donna l'idée à l'officier de renseignement de le recruter à Réchésy. Mais les conditions de son séjour en Suisse lui interdisant toute activité opérationnelle, on lui « assur[a] que la chose était tout à fait impossible »⁵³. Schlumberger chercha donc à le faire rapatrier en France. Mais l'accord avec les autorités suisses, permettant le retour de Rivière sur le territoire national, le 17 juillet 1918, aboutit à une série de « restrictions (...) à [s]on réemploi »⁵⁴ telles que même une affection dans un service de renseignement lui était interdite. Ne pouvant faire de ce sergent rapatrié un interprète militaire, il songea à le recruter comme un agent.

Le 3 septembre 1918, après accord avec le capitaine (major de 2^e classe) Bucher, détaché à l'ambassade à Berne depuis le printemps, Schlumberger en fit la proposition à Rivière. Pour ce dernier, sa mission consisterait à

« voyager d'un bout à l'autre de la Suisse, tantôt pour aller interroger un Polonais de passage, tantôt pour voir des Yougoslaves, des Ukrainiens, toute la ménagerie. Il passe tous les jours en Suisse (...) des hommes prodigieusement intéressants, avec lesquels personne ne cause et qui pourraient fournir des renseignements d'une grande importance. Pour ce travail, il faut un homme capable de donner une forme à ce qu'il a entendu. Je crois à tous égards il ne pourrait trouver mieux que toi (...). Tu serais appelé au S.R. de Belfort et tu toucherais 750 fr. par mois, plus tes frais de déplacement ou de représentation. »

Il serait d'abord pris « à l'essai » à Berne, directement traité par Bucher⁵⁵. Schlumberger se doutait bien des objections de son ami et confrère, qui rêvait de se voir affecté à la Maison de la presse, que le ministère des Affaires étran-

52 Jean-Pierre CAP, *op. cit.*, p. 141-144, 145, lettres à Schlumberger, 18 juillet (annexe) et 31 juillet 1917.

53 *Ibid.*, p. 168, lettre à Rivière, 3 août 1918.

54 *Ibid.*, p. 179, lettre à Schlumberger, 25 novembre 1918.

55 *Ibid.*, p. 169 et 175, lettre à Rivière, 28 septembre 1918.

gères gérait à Paris⁵⁶ :

« Tu me répondras qu’il est bien ennuyeux de rentrer en Suisse et de reprendre le vêtement civil. Il me semble pourtant que tu trouverais là-bas une tâche infiniment plus féconde que ce qu’on a chance de t’offrir à Paris. »

En fait, Rivière en ajouta d’autres. D’abord, il n’était « pas sûr du tout de réussir dans la voie que [Schlumberger lui] entr’ouv[r]ait ». Puis, il demanda à être accompagné par sa femme, qui l’avait déjà rejoint pour son séjour suisse depuis le 16 juin 1917. Enfin, il fit mine d’accepter, convaincu que ce que son ami lui proposait était « extrêmement intéressant, et [il se sentait] de plus en plus obligé de l’accepter »⁵⁷. Il ne fit que mine puisque, le 5 octobre 1918, réincorporé sous l’uniforme et envoyé à Toulouse, Rivière tenta avec Gide et Eugène Rouard de se faire nommer au Maroc⁵⁸. L’armistice mit fin à ce petit jeu.

Pour Schlumberger, la fin de la guerre ne marqua pas la fin de ses activités de renseignement. Depuis le printemps 1917, il participait à une opération plus complexe que celle à laquelle il voulait convier Rivière. Correspondant d’Aline de Saint-Hubert depuis que Gide les avait présentés, il fit partie du petit groupe d’interlocuteurs convié par le mari de cette dernière, le sidérurgiste luxembourgeois Emile Mayrisch, à venir le rencontrer à Neuchâtel⁵⁹. Le moyen par lequel les deux hommes prirent rendez-vous reste un mystère — la seule lettre reçut d’Aline Mayrisch datait du 18 septembre 1915⁶⁰ —, même s’il est permis de penser que l’invitation lui fut transmise par le lieutenant Gaston Barbanson, un autre engagé volontaire « embusqué », administrateur du Luxembourgeois avant guerre et depuis animateur d’un « service secret » centré sur le Grand-Duché pour le compte du Chef du cabinet belge, Charles de Broqueville⁶¹. De Paris, Barbanson communiquait avec Mayrisch,

56 *Ibid.*, p. 165, 167, 169, lettre de Schlumberger et Rivière, 3 et 30 août et 27 août 1918 ; Cf. Gérald ARBOIT, *Des services pour la France. Du dépôt de la guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 141.

57 *Ibid.*, p. 170, 175, 172, lettre à Schlumberger, septembre, 3 octobre, 16 septembre 1918.

58 André GIDE, *Correspondance avec Eugène Rouart*, op. cit., p. 483n1.

59 Jean SCHLUMBERGER, *Notes sur la vie littéraire. 1902-1968*, Paris, Gallimard, 1999, p. 72.

60 Aline MAYRISCH, Jean SCHLUMBERGER, *Correspondance 1907-1946*, Luxembourg, Ministère de la culture, 2000, p. 51.

61 Gérald ARBOIT, «Au service de la Grande Belgique. L’autre “Secret du Roi” », Marc Cools

à Luxembourg, par l'entremise d'un autre correspondant d'Aline de Saint-Hubert, l'universitaire belge Franz Cumont⁶².

Le directeur général technique des Arbed ne fut donc pas un agent de Schlumberger, décidant en outre de ce qu'il dirait au Français. Au contraire, Schlumberger fut l'agent, plus ou moins conscient, de Mayrisch ! Par Aline de Saint-Hubert, il appartient à la « zone Mayrisch »⁶³, ce solide réseau culturel auquel participèrent aussi Gide et d'autres membres de la NRF. La rencontre des deux hommes en juillet 1917 le démontra clairement. Le même jour, l'homme d'affaire luxembourgeois fixa rendez-vous à deux autres agents belges, son ami Gaston Barbanson⁶⁴, et son collègue Pierre Nothomb, secrétaire du ministre belge de la Justice⁶⁵. Avec ces derniers, il appuya volontiers sur la situation politique au Grand-Duché et la politique prétendument néfaste de la grande-duchesse⁶⁶. Avec Schlumberger, qu'il rencontra chez le musicien Willy Schmid, au contraire, il évoqua la situation allemande, du point de vue économique, détaillant son approvisionnement en matières premières (acier, cuivre, nickel, caoutchouc, nitrate, sucre, textile), l'état de sa main d'œuvre et de son matériel roulant, enfin la situation intérieure du Reich⁶⁷. Aux yeux de Schlumberger et du grand-quartier-général français, l'importance de Mayrisch tint moins à ses propos qu'aux sources auprès desquelles le Luxembourgeois avait pu puiser ses informations⁶⁸. Aussi, son rapport fut-il publié dans

et alii, 1915-2015. Het verhaal van de Belgischen militaire inlichtigen- en veiligheidsdienst /L'histoire du service militaire et de sécurité belge, Bruxelles, Maklu, 2015, p. 203-224.

62 Gérald ARBOIT, «Autour des activités de renseignement de Deux Dudelangeois. Les révélations des moyens de transmission du renseignement entre Luxembourg et Paris», *Mutations. Mémoires et perspectives du Bassin Minier*, n° 10, 2018, p. 92-96.

63 Selon l'expression de Cordel MEDER, « Colpach et les Mayrisch : le cadre historique », *Bulletin des amis de Jacques Rivière et d'Alain-Fournier*, 87-88, 1998, p. 62.

64 Archives du Service public fédéral des Affaires étrangères, Bruxelles, B1, 1916-1918, [Barbanson], « Renseignements recueillis au cours de mon voyage en Suisse (15/7/17) ».

65 *Ibid.*, « Note de M. Nothomb sur le Luxembourg. 15 juillet 1917 » (la note est absente).

66 Gérald ARBOIT, «Espionner le Grand-duché de Luxembourg. Une guerre secrète méconnue pendant la Première Guerre mondiale (2^e partie)», *Hémecht*, 2015, n° 2, p. 135-136.

67 SHD/DAT, 16 N 241, *Bulletin de renseignement*, Belfort, 16 et 17 juillet 1917, p. 5-8 et 3-5.

68 Cf. Gérald ARBOIT, «Petits arrangements entre ennemis ou comment ARBED utilisa la Première guerre mondiale pour devenir le premier groupe sidérurgique européen », *Entreprise & Histoire*, n° 63, 2013, p. 72-77.

le *Bulletin de renseignements* du service de Belfort, en deux parties les 16 et 17 juillet 1917.

Si Mayrisch rencontra, logiquement, plus souvent Barbanson pendant le conflit, semblant favoriser la solution belge du point de vue luxembourgeois, il ne manqua pas de faire de Schlumberger la figure de son attachement à la France. Ainsi ne fut-il pas étonnant que le chef de ce dernier à Belfort, le commandant Andlauer, l'envoyât à Dudelange rencontrer le « grand industriel luxembourgeois » au lendemain de l'armistice. Mayrisch se montra à la hauteur des espérances françaises. Après le 2 décembre 1918⁶⁹, Schlumberger quitta Paris, où il avait retrouvé André Gide, pour le Grand-Duché. Le 28 décembre, il eut deux séries de conversations avec le « Grand Chef », ainsi que l'appela Gide⁷⁰. La première fut dans la suite de la rencontre de juillet 1917, se présentant comme un large point de vue de « l'état actuel de l'Allemagne et de l'avenir de son industrie ». Il passa en revue l'effondrement du *Reich*, les prochaines élections, la séparation de l'Église et de l'État, la déchéance des « *Schlotbarons* » — dont la traduction littérale, à savoir « barons des cheminées d'usine », ne pouvait qu'amuser l'homme de lettres —, les socialistes et la réorganisation industrielle. Mayrisch présenta un tableau rapide des industries qui sortaient fortifiées du conflit et de celles qui y avaient perdu, avant d'évoquer les changements de l'équilibre économique de l'Allemagne, la question de la rive gauche du Rhin, les matières premières, dont il ne présenta que deux exemples (ferromanganèse et huile de graissage) et les transports. En conclusion de cette première discussion, l'industriel qui connaissait le mieux l'Allemagne, pour l'avoir fréquentée durant le conflit, évoqua la question des réparations. Il estima même qu'un maximum de cent milliards de Marks était suffisant, au risque de tuer « la poule aux œufs d'or »⁷¹. Pour mémoire, le traité de Versailles demanda 132 milliards...

Une seconde conversation porta sur « le mouvement luxembourgeois en faveur d'un rattachement du Grand-Duché de Luxembourg à la France ».

69 Jean SCHLUMBERGER, *Madeleine et André Gide*, Paris, Gallimard, 1956, p. 183.

70 Ainsi que le nomme André Gide dans sa lettre Aline Mayrisch, 7 novembre 1919, in André GIDE, Aline MAYRISCH, *Correspondance 1903-1946*, Paris, Gallimard, 2003) p. 163.

71 Bibliothèque de la Fondation des Treilles, Les Treilles (BFT), le rapport est faussement daté de décembre 1919, qu'une annotation manuscrite de Schlumberger, postérieure aux événements réfutait en précisant que la mission eût lieu « après l'armistice », soit 1918.

Comme il n'avait pas exposé cette question à Schlumberger en juillet 1917, Mayrisch se livra en premier lieu à un long développement sur l'état d'esprit de la population luxembourgeoise dans la perspective d'un futur référendum sur le sort du pays, selon les préceptes wilsoniens de règlement des différents territoriaux ; en l'espèce, il s'agissait de la compétition franco-belge apparue en 1915. Après l'armistice, l'industriel luxembourgeois sembla jouer clairement la carte française. Il tint à le faire savoir à l'officier de renseignement français. Dans quelle mesure Mayrisch n'affecta pas une posture afin de plaire à son interlocuteur ? Auparavant, n'avait-il pas successivement, auprès des Luxembourgeois, plaidé pour une entente économique avec la Belgique⁷², tout en laissant entendre aux Allemands que « que le Luxembourg devrait rester uni à l'Allemagne »⁷³, à tout le moins économiquement ? Cette réédition du jeu joué à Neuchâtel soulignait combien Mayrisch restait le maître du jeu. En parlant à Schlumberger, il songeait déjà à se positionner auprès des Alliés comme de ses partenaires industriels allemands afin de s'emparer de leurs meilleures emprises au Grand-Duché. Le président de la section industrielle de la Commission d'étude des problèmes économiques posés par la guerre et ses conséquences éventuelles se livra d'ailleurs avec Schlumberger à une description des « conditions économiques du problème », analysant longuement la question de change et la situation de l'industrie comme de l'agriculture⁷⁴. Ces « propos tenus par un des chefs de la grande industrie luxembourgeoise » connurent un destin exceptionnel : le colonel Alphonse Georges, chef du 3^e Bureau au grand-quartier général du maréchal Ferdinand Foch, l'adressa directement au président du Conseil, Georges Clemenceau, le 8 janvier 1919. Quatre jours plus tard, Mayrisch fut invité à se rendre à Trêves, pour y rencontrer Paul Tirard, contrôleur général des territoires occupés. Il y plaida une nouvelle fois pour le rattachement à la France, et mit ses réseaux allemands au service de la politique française⁷⁵. Depuis le 1^{er} janvier 1919, Schlumber-

72 Archives nationales du Luxembourg, AE 466/8, procès-verbal de la séance, 6 juillet 1918, f. 158.

73 Lettre d'Albert VÖGLER à Hugo Stinnes, 4 novembre 1918, in Charles BARTHEL, *Bras de fer 1918-1929*, Luxembourg, Saint-Paul, 2004, p. 192.

74 SGD/DAT, 6 N 198.

75 Archives du ministère des Affaires étrangères, Z, Luxembourg, 27 ; Archives nationales, Paris, AJ³⁰ 213, Paul Tirard, « Note pour Monsieur le ministre des Affaires étrangères », 14 janvier 1919.

ger était en congé illimité de démobilisation, confirmé à titre définitif dans son grade d'officier interprète de 3^e classe. Sa guerre était finie et, avec elle, ses activités d'officier de renseignement. Le 21 septembre 1921, il fut promu officier interprète de 2^e classe, puis rayé des cadres le 30 novembre 1926⁷⁶.

« La guerre nous en faisons un bloc et nous tendons à croire qu'elle a agi de même sur des hommes du même âge », écrivit Albert Thibaudet, dans le numéro d'hommage consacré à Jacques Rivière, aux lendemains de sa mort subite en mars 1925.

« En réalité elle a comporté trois types, trois genres de vie fort différents et qui ont marqué pour leur vie entière trois tranches de contemporains : l'embusqué (volontaire ou non), le combattant, le prisonnier⁷⁷. »

La réalité ne fut toutefois pas aussi manichéenne. L'embuscage après un passage dans une unité combattante, ou une blessure, consistait en autant de circonstances atténuantes. Aussi, si Rivière put être classé dans les deux dernières catégories, Schlumberger appartient résolument aux deux premières. Comme le belge Barbanson, son cadet d'un an, il s'engagea par patriotisme, le premier dès l'été, le second dès l'automne 1914, après avoir fait lever sa réforme. Mais, en « l'absence de galons⁷⁸ », le Français jugea préférable de se faire affecter dans la batterie de son frère, qui put à loisir l'orienter vers des postes à l'abri, même relatif, dans une tranchée d'observation d'artillerie, puis à la 31^e compagnie d'aérostation. Son « embusquage » fut donc bien volontaire, et presque comparatif de celui de Barbanson, retiré du front de l'Yser en janvier 1915 et promu lieutenant de réserve un an plus tard⁷⁹. Schlumberger ne le fut qu'en mars 1916, même s'il bénéficia jusque-là de l'influence de son frère pour le protéger, et n'accéda au rang d'officier qu'en novembre 1917.

Cela dit, le parcours de combattant de l'écrivain pendant la Première Guerre mondiale ne fut entaché d'aucun démerite. Au contraire, il remplit à chaque fois les missions qui lui furent attribuées, à la plus grande satisfaction

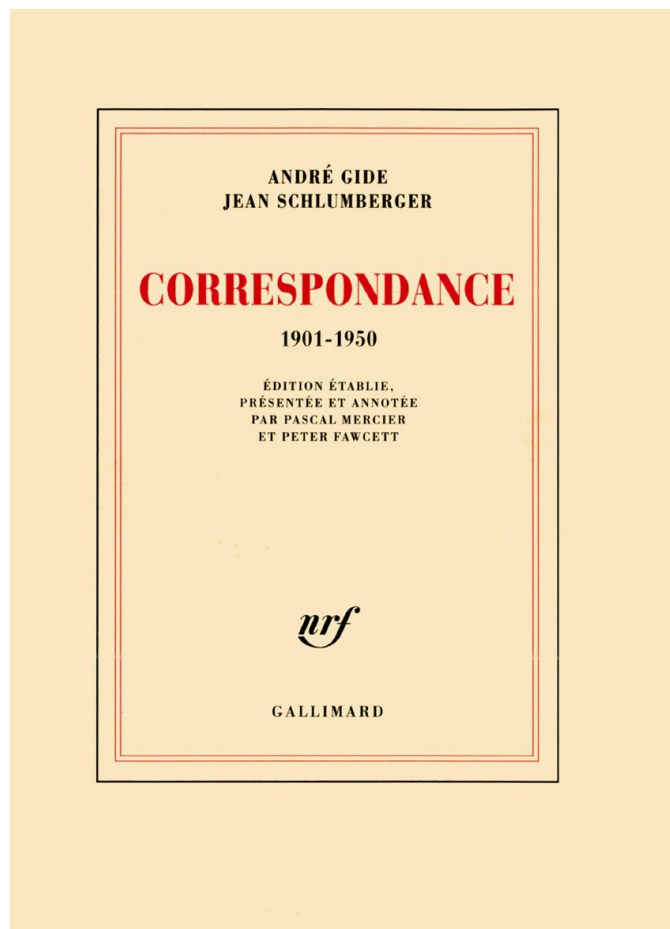
76 SHD/DAT, 6 Ye 1462.

77 Albert Thibaudet, *L'Européen, hommage à Jacques Rivière*, Paris, Gallimard, 1991, p. 242.

78 Gisèle HANTZ LOTH, *op. cit.*, p. 190, lettre à Bucher, 14 février 1915.

79 Musée royal de l'armée et d'histoire militaire, Bruxelles, Dossier personnel de Gaston Emile Jean Marie Victor Barbanson, 13736, lettre de Barbanson à Ceuninck, ministre de la Guerre, 22 janvier 1918.

de ses chefs. Sa progression dans les distinctions et les grades qui lui furent attribués en était la plus éclatante démonstration. À sa façon, Schlumberger fut représentatif de cet universalisme militaire que généra la Grande Guerre. Il démontra aussi les circulations individuelles qui caractérisèrent cette guerre immobile. Au même titre qu'en Belgique, à l'exemple de Barbanson, ils furent tous transcendés, à un moment où un autre de l'immobilisation du front en un long ruban de tranchées, par des réflexes de classe, qu'elle fut sociale ou intellectuelle. Schlumberger fit aussi un rouage du développement au cours du conflit d'un renseignement d'intérêt militaire, détaché de la seule conduite des opérations. La structure de Réchésy restait un cas particulier de cette organisation pendant la Première guerre mondiale. Grâce au témoignage de Schlumberger, il est possible aujourd'hui de mieux en comprendre son fonctionnement. Reste maintenant en établir son utilité réelle...



Copertina del volume curato da Pascal Mercier e Peter Fawcett, *Correspondance 1901-1950* tra André Gide e Jean Schlumberger (Paris, Nrf, Gallimard, 1993).